



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DU NORD

Préfecture du Nord

Direction de la Coordination
des Politiques Interministérielles

Bureau des installations classées
pour la protection de l'environnement

Réf. :DCPI-BICPE - IG

**Arrêté préfectoral mettant en demeure la Société
SAMBRE ET MEUSE pour son établissement situé à
FEIGNIES.**

Le Préfet de la région Nord - Pas-de-Calais - Picardie
Préfet du Nord
Officier de la légion d'Honneur
Commandeur de l'ordre national du Mérite

Vu le code de l'environnement, et notamment ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5 ;

Vu la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;

Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 13 janvier 2014 et notamment les articles 1.5.6 et 1.5.7 ;

Vu la procédure de liquidation judiciaire en date du 9 mars 2015 qui a désigné Maître SOINNE, liquidateur de la Société SAMBRE et MEUSE ;

Vu le rapport en date du 1^{er} décembre 2015 du directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, chargé du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement et transmis à l'exploitant par courrier en date du 1^{er} décembre 2015 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

Vu l'absence de réponse de l'exploitant au terme du délai déterminé par le courrier du 1^{er} décembre 2015 susvisé ;

Considérant la situation du site, notamment de sa liquidation judiciaire en cours ;

Considérant qu'il convient de procéder à la mise en sécurité du site dans les meilleurs délais ;

Considérant qu'il convient, en application de l'article L. 171-8 du Code de l'Environnement, de mettre l'exploitant en demeure de respecter ces prescriptions ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture du Nord ;

ARRETE

Article 1 :

La société SAMBRE ET MEUSE sise 54, rue des Usines 59750 FEIGNIES, représentée par Maître SOINNE, Etude SELAS SOINNE, mandataire judiciaire, domicilié 4, rue St Gery à VALENCIENNES (59300), chargée de la liquidation de la société ci-après dénommée, l'exploitant est mis en demeure de respecter les dispositions des articles suivants de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 13 janvier 2014.

- Article 1.5.6 : cessation d'activité
- Article 1.5.7 : remise en état

Article 2 :

Les délais de mise en conformité aux prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 13 janvier 2014 sont les suivants :

Référence réglementaire	Disposition	Délai
Article 1.5.6	évacuation ou l'élimination des produits dangereux, et des déchets présents sur le site	2 mois
	interdictions ou limitations d'accès au site	2 semaines
	suppression des risques d'incendie et d'explosion	2 semaines
	surveillance des effets de l'installation sur son environnement	4 mois
Article 1.5.7	Mémoire de cessation d'activité	5 mois

Article 3 :

Tous les frais occasionnés par les études et travaux menés en application du présent sont à la charge de l'exploitant.

Article 4 :

Faute par l'exploitant de se conformer aux prescriptions du présent arrêté, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement. et ceux-ci indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées.

Article 5 :

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours auprès du tribunal administratif de Lille :

- par l'exploitant dans un délai de deux mois à compter de sa notification ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les

intérêts mentionnés aux articles L211-1 et L511-1 du Code de l'environnement, dans un délai d'un an à compter de sa publication et de son affichage.

Article 6 :

Le secrétaire général de la préfecture du Nord et Madame la Sous-Préfète d'Avesnes-sur-Helpe sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société SAMBRE ET MEUSE, représentée par Maître SOINNE, mandataire judiciaire, et dont copie sera adressée aux :

- Maire de FEIGNIES,
- Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, chargé du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement ;

En vue de l'information des tiers, un exemplaire du présent arrêté sera déposé en mairie de FEIGNIES et pourra y être consulté ; un extrait de l'arrêté, énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, sera affiché en mairie pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins du maire .

Fait à Lille, le 21 JAN. 2016

Le préfet,
Pour le préfet et par délégation
Le Secrétaire Général Adjoint

Olivier GINEZ



